

Séance plénière en visioconférence de **l'Assemblée de Martinique**



SUIVEZ-NOUS



RESTONS PRUDENTS
poursuivons nos efforts

#Toussolidaires #Tousresponsables



ORDRE DU JOUR DE LA SÉANCE PLÉNIÈRE DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE EN VISIOCONFÉRENCE

1/ APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE DES 1ER ET 2 OCTOBRE 2020

AFFAIRES PRÉSENTÉES PAR LA CONSEILLÈRE EXECUTIVE, MADAME MARIE-HÉLENE LÉOTIN

2/ PROPOSITIONS DE PRIX DE VENTE DES CATALOGUES D'EXPOSITION : « LES ANIMAUX DE LA NUIT MARTINICAISE ET L'IMPACT DE LA POLLUTION LUMINEUSE SUR CETTE FAUNE » ET « LES FIGURES DE L'ESCLAVAGE ET DE LA DISCRIMINATION »

3/ LANCEMENT DU DOMAINE DE LA DANSE DANS LE CADRE DE L'ÉCOLE MARTINICAISE D'ENSEIGNEMENT DES ARTS (EMEA)

AFFAIRES PRÉSENTÉES PAR LA CONSEILLÈRE EXECUTIVE, MADAME AURÉLIE NELLA

4/ CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT AVEC L'INSTITUT D'ÉTUDES POLITIQUES DE PARIS-SCIENCES PO POUR LA PÉRIODE 2020-2021

5/ PROJET DE LOI PORTANT LUTTE CONTRE LE DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE ET RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE FACE À SES EFFETS

6/ PROJET DE DÉCRET N° XXXXX DU XX MODIFIANT LE DÉCRET N°2020-26 DU 14 JANVIER 2020 RELATIF À LA PRIME DE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

7/ DÉCRET & ARRÊTÉ RELATIFS AU SOUTIEN DE CERTAINES CANTINES SCOLAIRES DANS LE CADRE DU PLAN DE RELANCE

8/ ANNULATION D'UNE CRÉANCE FORMULÉE PAR MADAME J B D

9/ PRÉSENTATION DU COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION DONNÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF EN MATIÈRE DE CONTENTIEUX POUR LA PÉRIODE DU 23 DÉCEMBRE 2020 AU 15 JANVIER 2021

AFFAIRES PRÉSENTÉES PAR LE CONSEILLER EXECUTIF, MONSIEUR FRANCIS CAROLE

10/ RÈGLEMENT D'ATTRIBUTION DES AIDES À DOMICILE ET DE SECOURS DANS LE CADRE DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE

11/ ÉVOLUTION STATUTAIRE DU CENTRE DE PLANIFICATION, D'INFORMATION, D'ORIENTATION FAMILIALES (CPIOF)

12/ DEMANDE DE SUBVENTION DE L'ASSOCIATION INITIATIVE MARTINIQUE ACTIVE (IMA) POUR UN RE-ABONDEMENT DE SA LIGNE DE GARANTIE AU TITRE DE L'ANNÉE 2020

13/ DEMANDE DE SUBVENTION FORMULÉE PAR L'ASSOCIATION ALEFPA MARTINIQUE POUR UN CENTRE D'ACCUEIL ET D'HEBERGEMENT D'URGENCE POUR FEMMES VICTIMES DE VIOLENCES CONJUGALES

14/ DEMANDE DE SUBVENTION FORMULÉE PAR L'ASSOCIATION ALEFPA MARTINIQUE POUR UN CENTRE DE SUIVI ET DE PRISE EN CHARGE DES AUTEURS DE VIOLENCES CONJUGALES

15/ DISPOSITIF EXPÉRIMENTAL D'ACCOMPAGNEMENT DE JEUNES MÈRES SORTANT DE L'AIDE SOCIALE À L'ENFANCE - SIGNATURE D'UNE CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS CTM/ASSOCIATION O.A.S.I.S

16/ ATTRIBUTION D'UNE ALLOCATION EN FAVEUR DES JEUNES CONFIÉS PAR L'AUTORITÉ JUDICIAIRE AUX PERSONNES PHYSIQUES AU TITRE DE L'ARTICLE L-228-3, ALINÉAS 1 ET 3 DU CODE DE L'ACTION SOCIALE ET DES FAMILLES (CASF)

17/ ATTRIBUTION DE PRIX AUX JEUNES DE L'AIDE SOCIALE À L'ENFANCE LAURÉATS DES EXAMENS DE L'ANNÉE SCOLAIRE 2019-2020

18/ DEMANDE DE SUBVENTION FORMULÉE PAR L'ASSOCIATION CLOWNS DOKTÈ POUR SON PROGRAMME D'ACTIONS, AU TITRE DE L'EXERCICE 2020

19/ DEMANDE DE SUBVENTION FORMULÉE PAR L'ASSOCIATION FIRST CARAÏBES POUR SON PROJET INTITULÉ « MARTINIQUE : 36 HEURES POUR DEMAIN, DEMAIN C'EST NOUS, ANNOUFE'Y », LES 25 ET 26 SEPTEMBRE 2021

20/ DEMANDE DE SUBVENTION FORMULÉE PAR L'ASSOCIATION D'AIDES AUX VICTIMES ET DE MÉDIATION PÉNALE (ADAVIM FRANCE VICTIMES 972 MARTINIQUE) POUR SON PROGRAMME D'ACTIONS, AU TITRE DE L'EXERCICE 2020

21/ SUBVENTION À L'ASSOCIATION POUR L'ACCOMPAGNEMENT ET LE DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES PROFESSIONNELLES (A.A.D.C.P.) POUR LA MISE EN ŒUVRE D'UN PROGRAMME D'ACTIVITÉS DANS LE CADRE DU DISPOSITIF LOCAL D'ACCOMPAGNEMENT, AU TITRE DE L'ANNÉE 2020

22/ DEMANDE DE SUBVENTION FORMULÉE PAR L'ASSOCIATION DES HABITANTS DU LITTORAL DE LA POINTE DES NÈGRES (HLPN) POUR SON PROGRAMME D'ACTIONS, AU TITRE DES EXERCICES 2020-2021



23/ DEMANDE DE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT DE L'ASSOCIATION POUR LE LOGEMENT SOCIAL (ALS) AU TITRE DE L'EXERCICE 2021

24/ DEMANDE DE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT DE SOLIHA ANTILLES AGENCE IMMOBILIÈRE SOCIALE (EX SIRES) POUR L'EXERCICE 2021

25/ DEMANDE D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT DU COMITÉ LOCAL POUR LE LOGEMENT AUTONOME DES JEUNES MARTINIQUE (CLLAJ) AU TITRE DE L'ANNÉE 2021

26/ DEMANDE DE PROROGATION DE DELAI DE LA SIMAR POUR BÉNÉFICIER DU SOLDE DES SUBVENTIONS ACCORDÉES POUR LA RÉALISATION DE L'OPÉRATION DE 54 LOGEMENTS « N 731 GODISSARD » À FORT-DE-FRANCE

27/ DEMANDE DE LEVEE DE DECHEANCE QUADRIENNALE POUR LES DELIBERATIONS ET ARRETES DELIBERES RELATIFS À L'AIDE À L'AMELIORATION DE L'HABITAT (AAH), COMPLEMENTAIRE A LA LBU, EN FAVEUR DE 09 PROPRIETAIRES

AFFAIRES PRÉSENTÉES PAR LE CONSEILLER EXECUTIF, MONSIEUR MIGUEL LAVENTURE

28/ ACCORD TERRITORIAL DE RELANCE POUR LA REFONDATION DE LA MARTINIQUE

29/ MISE À JOUR DES TARIFS D'OCTROI DE MER DE LA MARTINIQUE

30/ EXTENSION LISTES BIENS EXONÉRÉS POUR LES OPÉRATEURS DE LA SECTION A DE LA NAF (AGRICULTURE, SYLVICULTURE ET PÊCHE)

31/ EXTENSION DES EXONÉRATIONS DE DROITS D'OCTROI DE MER POUR LES OPÉRATEURS DE LA SECTION B DE LA NAF (INDUSTRIES EXTRACTIVES)

32/ EXTENSION DES EXONÉRATIONS D'OCTROI DE MER POUR LES OPÉRATEURS DE LA SECTION C DE LA NAF (INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES)

33/ EXTENSION DE LA LISTE DES BIENS EXONÉRÉS DES DROITS D'OCTROI DE MER DESTINÉS AUX OPÉRATEURS DE LA SECTION D DE LA NAF (PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ, DE GAZ, DE VAPEUR ET D'AIR CONDITIONNÉ)

34/ EXONÉRATION DES DROITS D'OCTROI DE MER POUR L'IMPORTATION D'ÉQUIPEMENTS POUR LES OPÉRATEURS RELEVANT DES ACTIVITÉS DE TRANSPORT MARITIME ET CÔTIER DE PASSAGERS - 5010Z DE LA NAF

35/ EXONÉRATION DES DROITS D'OCTROI DE MER POUR L'IMPORTATION D'ÉQUIPEMENT POUR LES OPÉRATEURS RELEVANT

DES ACTIVITÉS DE TRANSPORTS MARITIMES ET CÔTIERS DE FRET - 5020Z DE LA NAF

36/ EXONÉRATION DES DROITS D'OCTROI DE MER POUR L'IMPORTATION D'ÉQUIPEMENTS POUR LES OPÉRATEURS RELEVANT DE L'ACTIVITÉ MANUTENTION PORTUAIRE - 5224A DE LA NAF

37/ GRAND PORT MARITIME DE LA MARTINIQUE - DEMANDE D'ATTRIBUTION D'AIDE EUROPÉENNE DANS LE CADRE DU PROGRAMME OPÉRATIONNEL FEDER-FSE 2014-2020 - «MODERNISATION DE L'OUTILLAGE - ETAPE 2 - MQ0026850»

38/ PROGRAMMATION DE 2 DOSSIERS ODYSSEY - DEMANDES D'ATTRIBUTION D'AIDE EUROPÉENNE DANS LE CADRE DU PROGRAMME OPÉRATIONNEL FEDER-FSE 2014-2020 - «PRÉSERVATION ET VALORISATION DE L'ENVIRONNEMENT»

39/ AMABLE CHRISTOPHE CLÉMENT - DEMANDE D'ATTRIBUTION D'AIDE EUROPÉENNE DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RURAL DE LA MARTINIQUE 2014-2020 - DÉVELOPPEMENT D'UNE EXPLOITATION AGRICOLE CARACTÉRISÉE PAR LES CULTURES MARAÎCHÈRES VIVRIÈRES ET L'ARBORICULTURE FRUITIÈRE (JA) - RMAR040119DA0970034

40/ DEMANDE DE CESSIION D' ACTIONS DU CAPITAL DE LA SPL MARTINIQUE AMENAGEMENT ÉQUIPEMENT (MAE) DE LA COLLECTIVITÉ AU PROFIT DE LA COMMUNE DE SAINT-JOSEPH

41/ MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N°20-431-1 PORTANT CESSIION D' ACTIONS SOCIALES DÉTENUES AU SEIN DE LA SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE (SPL) MARTINIQUE AMÉNAGEMENT ÉQUIPEMENT (MAE) AU PROFIT DE 2 COMMUNES

42/ DEMANDE DE PARTICIPATION AU CAPITAL DU CONSORTIUM OUTRE-MER R-PLANE (REPRISE COMPAGNIE AERIEENNE CORSAIR)

AFFAIRES PRÉSENTÉES PAR LE CONSEILLER EXECUTIF, MONSIEUR LOUIS BOUTRIN

43/ DEMANDE DE LEVÉE DE DÉCHEANCE QUADRIENNALE DE LA DÉLIBÉRATION N°14-421-1 POUR LA MISE EN ŒUVRE D'UN DISPOSITIF DE VIDÉO PROTECTION AU FRANCOIS

44/ MODIFICATION DU DISPOSITIF D'AIDE VISANT À COUVRIR LES COÛTS DE PRÉVENTION, D'ÉRADICATION ET DE LUTTE CONTRE LES MALADIES ANIMALES ET LES ORGANISMES NUISIBLES AUX VÉGÉTAUX

45/ DEMANDE DE SUBVENTION FORMULÉE PAR LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DE MARTINIQUE POUR LA RÉALISATION DE SES ACTIONS D'ACCOMPAGNEMENT AUPRÈS DES AGRICULTEURS AU TITRE DE L'ANNÉE 2020



46/ DEMANDE D'AIDE FORMULÉE PAR CARAÏBES MELONNIERS POUR LA PRISE EN CHARGE DES PERTES LIÉES À LA CRISE SANITAIRE DU COVID 19, DANS LE CADRE DU RÉGIME DES AIDES DE MINIMIS

47/ ADOPTION DU DISPOSITIF D'AIDE À LA POSE DE SYSTÈMES DE RÉCUPÉRATION DES EAUX DE PLUIE

48/ MISE À DISPOSITION DE LA PISCINE TERRITORIALE JEAN BALLY DU CARBET AU BÉNÉFICE DES ÉCOLES PRIMAIRES ET CENTRES PARAMEDICAUX DU NORD CARAÏBE

49/ MISE À DISPOSITION DE LA PISCINE TERRITORIALE JEAN BALLY DU CARBET AU BÉNÉFICE DE L'OLYMPIQUE CLUB DU CARBET

**AFFAIRES PRÉSENTÉES PAR LE CONSEILLER EXECUTIF,
MONSIEUR DANIEL MARIE-SAINTE**

50/ PASSATION D'UNE CONVENTION ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE, LA VILLE DU DIAMANT ET L'ENTREPRISE LOTAME EN VUE DE LA CRÉATION D'UN TOURNE À GAUCHE SUR LA RD7 AFIN DE PERMETTRE UN ACCES SÉCURISÉ AUX RIVERAINS DU LOTISSEMENT FOND MANOEL AU DIAMANT

51/ PRÉSENTATION DU COMPTE RENDU DE LA DÉLÉGATION DONNÉE EN MATIÈRE DE MARCHÉS PUBLICS ET ACCORDS-CADRES

SOMMAIRE

• PROPOSITION DE SIGNATURE D'UN ACCORD TERRITORIAL AVEC L'ETAT DE LA RELANCE POUR LA REFONDATION DE LA MARTINIQUE DE 886 MILLIONS D'EUROS SUR 2021-2022	6
• COMPTE RENDU DES MARCHÉS PUBLICS PORTANT SUR LA PÉRIODE DU 1 ^{ER} JANVIER 2020 AU 31 DÉCEMBRE 2020.....	7
• LA NECESSITE DE REFONDER	8
• DEMANDE DE MISE EN ŒUVRE DE MESURES PROVISOIRES POUR L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DES USAGERS DEPENDANT DE LA CANALISATION DE SEGUINEAU	12
• RECONDUCTION DU REGIME D'OCTROI DE MER	13
• SUBVENTIONS ET AIDES FINANCIÈRES.....	15
• FONDS EUROPEENS.....	17

SUIVEZ-NOUS





PROPOSITION DE SIGNATURE D'UN ACCORD TERRITORIAL AVEC L'ETAT DE LA RELANCE POUR LA REFONDATION DE LA MARTINIQUE DE 886 MILLIONS D'EUROS SUR 2021-2022

La plénière des 4 et 5 février 2021 de la Collectivité Territoriale de la Martinique appelle les élus à se prononcer sur des actions couvrant la culture, le social, l'économie, l'investissement incluant les fonds européens, la défense et la mise en œuvre de l'octroi de mer, l'agriculture et le bilan 2020 de la commande publique.

Mais le dossier phare est incontestablement la présentation pour validation et signature par la PCE de l'accord territorial avec l'Etat pour la refondation de la Martinique ; il est proposé, suivant quatre orientations principales en constituant les « piliers », sur 2021 et 2022 d'injecter dans l'économie martiniquaise près de 886 millions d'euros, soit près de 5 % dans le produit intérieur brut annuel (PIB).

Dans le domaine social, les élus auront notamment à se prononcer sur le règlement d'attribution des aides à domicile et de secours dans le cadre de la protection de l'enfance ainsi que de l'évolution du statut du centre de planification, d'information, d'orientation familiales (CPIOF). Il est aussi, entre autres, projeté d'aider une association qui vient en aides aux victimes de violences conjugales, etc. Au total les interventions et subventions à caractère social proposées se montent à **705 420 €**.

S'agissant de l'octroi de mer, comme chaque année il est soumis la mise à jour des tarifs d'octroi de mer en fonction de l'évolution des codes douaniers, et également la révision à la baisse les taux d'octroi de mer de nombreux produits figurant au bouclier- qualité-prix (BQP) contribuant ainsi à la lutte contre la vie chère.

Une série d'extension des exonérations des droits d'octroi de mer de plusieurs sections de la NAF et une exonération de droits à l'importation d'équipements de manutention portuaire sont présentées pour un montant d'aide aux entreprises (effort fiscal) de **215 336,96 €**. Surtout l'Assemblée sera invitée à se prononcer sur la

riposte à mettre en œuvre contre une nouvelle attaque de la Commission européenne visant à substituer au critère d'attribution des différentiels de taxation d'octroi de mer constitué par les surcoûts un nouveau critère basé sur la part de marché détenue par un produit du territoire. Seraient privés de la sorte de différentiels de taxation par rapport à l'importation, les produits martiniquais ayant moins de 5 % ou plus de 90 % de part du marché local. Une entorse à l'article 349 du Traité européen sur la prise en compte des spécificités des régions ultra-périphériques.

L'Assemblée sera consultée sur l'attribution de fonds européen d'un montant de 2,2 millions d'euros avec participation de 3 millions d'euros de la CTM permettant 9,1 millions d'euros d'investissements dans l'outillage portuaire, la modernisation du réseau d'eau de Odyssi sur le territoire de la CACEM, et l'aide à un agriculteur en cultures maraîchères vivrières et en arboriculture.

Sont présentées également l'attribution de la subvention annuelle 2020 de la Chambre d'agriculture et l'adoption d'un dispositif d'aide à la pose de systèmes de récupération d'eau des eaux de pluie.

Enfin le compte-rendu de la délégation en matière de marchés publics et d'accords-cadres fait le bilan pour l'année 2020, soit un total des commandes passées sur la période du 1 janvier 2020 au 31 décembre 2020 qui s'élève donc à **243 792 159,66 € TTC**.

Pour cette plénière il est demandé de mettre en œuvre un montant d'engagements financiers propres de **9,2 millions d'euros**.



FINANCES,
PROGRAMMATION
BUDGÉTAIRE ET
FISCALITÉ

Rapport N 68

COMPTE RENDU DES MARCHÉS PUBLICS PORTANT SUR LA PÉRIODE DU 1^{ER} JANVIER 2020 AU 31 DÉCEMBRE 2020

Au cours de cette période, les contrats d'achat suivants ont été conclus :

**94 Marchés à procédure adaptée pour un montant de
11 531 397,67 € TTC**

**129 Marchés passés en procédure formalisée pour un
montant de 3 846 248,45 € TTC**

**Le total des commandes passées sur la période du
1er janvier 2020 au 31 Décembre 2020 s'élève donc à
243 792 159,66 € TTC**



Rapport N28

ACCORD TERRITORIAL DE RELANCE POUR LA REFONDATION DE LA MARTINIQUE

886M€ à injecter dans l'économie pour 2021/ 2022

Avec la pandémie COVID-19, la Martinique est touchée par une crise sanitaire inédite avec ses conséquences désastreuses économiques et sociales.

La réponse de la Collectivité Territoriale à cette crise a été immédiate.

La CTM a très rapidement mis en place un Plan d'urgence pour répondre, en coordination avec l'Etat, aux besoins impérieux de la population et des entreprises. Plus récemment, face à la résurgence de la crise, elle a déployé de nouveaux dispositifs pour les secteurs qui, déjà en difficulté suite au premier confinement, étaient aujourd'hui menacés dans leur survie.

Mais il apparaît de plus en plus évident qu'il convient d'aller plus loin que les différentes mesures déjà décidées de portée nécessairement limitée. Inévitablement, les effets de la crise s'accumuleront avec les fractures et les fragilités économiques, sociales et environnementales existantes.

Cette crise a, de fait, mis en lumière et accentué des problèmes structurels et des difficultés persistantes :

- Une exposition plus forte des populations les plus démunies
- La fragilité de grand nombre de nos entreprises, peu aptes à s'ajuster aux mutations soudaines
- Une trop faible intégration entre production, consommation, atouts, opportunités et capacités identifiables sur place
- Une fracture numérique qui renforce les inégalités économiques et sociales
- L'exposition naturelle à une multitude d'autres risques simultanés (sécheresse, sargasses, cyclones, glissement de terrains...)

LA NECESSITE DE REFONDER

La Collectivité a la volonté de faire de cette crise une véritable opportunité pour organiser une mutation vers un modèle économique et social, plus autosuffisant, plus compétitif, plus sécurisé, plus réactif, « plus durable » en investissant dans des secteurs les plus porteurs, pour créer les emplois de demain.

Aussi, nous faut-il convenir des concepts et des principes qui aideront à construire et jalonner une action politique efficace de développement sur les prochaines années. L'objectif de la CTM l'engage au-delà du seul « Plan de Relance » qui équivaldrait à repartir sur les mêmes bases, sans s'interroger sur les dysfonctionnements de notre système, mis en exergue par la crise ambiante et donc en confirmer les mécanismes et leurs effets.



Les analyses convergent, ici et ailleurs, pour affirmer que l'objectif d'un développement durable sur un long terme exige de rompre avec un certain nombre de pratiques dépassées par exemple en matière d'énergie encore dominée aujourd'hui par les ressources fossiles, dans le domaine de la formation qui doit devenir plus prospective, pour le soutien à nos petites entreprises qui sont encore trop fragiles, etc pour désormais s'engager dans la restructuration de notre système économique et social.

C'est l'orientation retenue conduisant à proposer un **Plan de Refondation -reconstruction**. Celle-ci mobilise les moyens de la Collectivité, les 1^{ères} ressources annoncées par l'Etat au titre de France Relance et des Fonds Européens.

Ce volet Refondation est conçu selon une double logique :

- **Proposer des actions pour faire face à la conjoncture**

- **Préparer les outils et les cadres de transition vers la future reconstruction**

Il doit permettre d'organiser ainsi un équilibre continuum entre la nécessité de reprise à court terme et l'obligation de transformation à moyen long terme. C'est cette double logique conjoncturelle et prospective, qui est déclinée systématiquement dans les quatre axes qui structurent la Refondation pour accélérer les tendances vertueuses déjà initiées pour :

- S'engager dans la transformation durable du territoire
- Accompagner la restructuration du tissu économique
- Assurer une meilleure intégration socio-professionnelle des jeunes
- Tendre vers une meilleure cohésion territoriale

MODALITES D'ELABORATION ET DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD TERRITORIAL DE RELANCE POUR LA REFONDATION DE LA MARTINIQUE

La période qui s'ouvre offre donc l'opportunité de repenser les cadres existants, de les refonder pour mieux s'engager dans la restructuration de notre système économique et social.

C'est à ce titre que l'Accord avec l'Etat pour la Refondation de la Martinique, doit permettre de mieux asseoir les nouvelles logiques que nous aurons à mettre en action pour produire, former, consommer, se déplacer, aménager...

Il est construit à partir :

- **Des propositions exprimées par l'Etat**
- **Des propositions résultant des travaux de notre Assemblée notamment lors des commissions**

- **Des contributions des acteurs économiques, notamment Chambre de Commerce et d'Industrie, Chambre des Métiers et de l'Artisanat, Chambre d'Agriculture**

Pour assurer la mise en œuvre des actions identifiées, la méthode préconisée est de privilégier une approche globale des moyens financiers territoriaux, nationaux et européens disponibles, pour faire émerger, sur la période 2021-2022, des projets correspondant aux besoins identifiés.

Cette approche globale permettra d'organiser au profit des priorités stratégiques retenues, la nécessaire



complémentarité et cohérence entre les dotations annoncées dans le cadre de France Relance avec les financements disponibles (*Contrat de Convergence et de Transformation/CCT, Programme d'Investissements d'Avenir/Fonds Européens*). C'est ainsi plus de **800 M€ (886 M€)** qui seront injectés dans l'économie, pour financer de manière immédiate et ciblée, des projets publics et privés d'investissement et d'ingénierie. La réussite de ce plan réside dans son partage et sa mise en œuvre collective.

C'est pourquoi, au-delà des enjeux financiers, il importe de convenir de nouvelles modalités organisationnelles, pour favoriser l'émergence de projets correspondant aux priorités stratégiques arrêtées en :

- **Assurant une meilleure lisibilité et compréhension des actions et des dispositifs envisagés**
- **Faisant converger les moyens mobilisables vers les besoins identifiés**
- **A cet effet, sont prévus, en particulier une communication pour une appropriation par tous de l'ensemble des mesures ;**
- **L'accompagnement financier et technique dans le cadre de tasks forces thématiques.**

Ces tasks forces associeront, selon les thématiques des projets étudiés, les partenaires pertinents pour aider à leur réalisation technique et financière : services et opérateurs de l'État, directions techniques de la CTM, secteur bancaire, fédérations professionnelles.

Cette organisation s'appliquera à identifier les modalités de préfinancement et de garantie possibles, en s'appuyant en particulier, sur l'expertise de l'AFD et de Bpifrance.

Ces mesures sont de nature à dynamiser la programmation et le suivi des opérations.

PRESENTATION DES GRANDES ORIENTATIONS DE L'ACCORD TERRITORIAL DE RELANCE POUR LA REFONDATION DE LA MARTINIQUE

L'Accord Territorial de Relance pour la Refondation de la Martinique s'organise selon sur quatre piliers, suivant une double logique conjoncturelle et prospective pour répondre à :

- **La nécessité d'engager la transformation durable du territoire**
- **L'obligation d'accompagner la restructuration du tissu économique**
- **L'urgence d'une meilleure intégration socio-professionnelle**
- **L'impératif de tendre vers une meilleure cohésion territoriale**

VERS UNE TRANSFORMATION DURABLE

- **En complément d'un programme de création, de rénovation et de mise aux normes sismique des bâtiments et d'équipement publics,**



- Les premiers chantiers seront lancés en partenariat avec les acteurs privés, pour conforter **la transition énergétique et la transition écologique**.

RESTRUCTURATION DU TISSU ECONOMIQUE

- Des mesures seront proposées pour la **consolidation financière et la transformation numérique des entreprises**,
- Tandis que **des audits permettront de revisiter leur modèle économique**, et que les premières études vérifieront la pertinence et la viabilité des filières porteuses. Une attention toute particulière sera portée au secteur du tourisme et de l'agriculture.

SOUTIEN A L'EMPLOI et INTEGRATION PROFESSIONNELLE

- Pour faire face à l'inéluctable dégradation du marché de l'emploi, des mesures seront proposées pour **faciliter l'embauche, notamment des jeunes, et aider à la création d'entreprises**.
- Parallèlement, les actions seront poursuivies pour **assurer la montée en compétences, accompagner les reconversions, et identifier les besoins de formations pour les filières d'avenir**.

RENFORCEMENT DE LA COHESION TERRITORIALE

- **Des actions concrètes seront mises en œuvre pour renforcer l'accès aux services** notamment l'accès aux soins, et pour faire reculer la précarité économique et socio-culturelle
 - **Les opérations portées par les relais infra-territoriaux** (communautés d'agglomérations, communes) seront soutenues pour conforter la transformation des territoires, digitalisation, opérations structurantes ...
- Ledit contrat s'inscrit autour de quatre (4) grands axes :
- **S'engager dans la transformation durable du territoire**
 - **Accompagner la restructuration du tissu économique**
 - **Assurer une meilleure intégration socio-professionnelle des jeunes**
 - **Tendre vers une meilleure cohésion territoriale.**

Les élus sont appelés à se prononcer sur approuvé l'ACCORD TERRITORIAL DE RELANCE POUR LA REFONDATION DE LA MARTINIQUE.



CULTURE
ET SPORT



Rapport N2

Les élus ont adopté les prix de vente des catalogues d'exposition dans les régies des Musées de la Direction des Musées Sites et Domaines, comme suit :

« Les animaux de la nuit Martiniquaise

et l'impact de la pollution lumineuse sur cette faune » dont le montant est fixé à 20 € (vingt euros).

« Les objets et figures de l'esclavage et de la discrimination » dont le montant est fixé à 24 € (vingt-quatre euros).

Rapport N3

POURSUITE DE L'ÉCOLE MARTINICAISE L'ENSEIGNEMENT DES ARTS PAR UNE MISE EN RÉSEAU DES ANTENNES TERRITORIALES DANS LE DOMAINE DE LA DANSE

La Collectivité Territoriale de Martinique poursuit une véritable politique culturelle d'aménagement du territoire à travers l'enseignement artistique.

L'EMEA permet d'accéder à une diversité des lieux d'enseignement sur tout le territoire local, à une meilleure exploitation de lieux culturels et à une montée en puissance des compétences du corps enseignant par une offre de formations diplômantes.

Pour rappel, les préconisations du Schéma Départemental des Enseignements Artistiques élaboré en 2008 par le Département de Martinique, tenaient compte de cet état des lieux, et portaient sur la création d'une école de danse, musique et théâtre. Aussi, entre 2007 et 2008, l'Ex-Région de Martinique avait pour projet la mise en place d'un Institut Régional des Arts de la Scène et du Spectacle (*IRASS*).

C'est dans ce contexte et cette perspective que la réflexion a été menée en collaboration avec le Ministère de la Culture via la Direction des Affaires Culturelles qui a engagé une procédure de reconnaissance de l'enseignement

artistique en Martinique et qui cofinance et à accompagne le projet EMEA porté par la CTM.

La Collectivité a donc lancé en séance plénière du 30 octobre 2018, la phase 1 du **projet EMEA** pour une territorialisation par une mise en réseau des antennes territoriales, un véritable partenariat avec les établissements martiniquais d'enseignement des arts vivants.

Une signature publique a actée ce partenariat dans le cadre d'une visite ministérielle en présence du Ministre de la Culture, du Préfet, du Directeur des Affaires culturelles ainsi que les écoles de musiques partenaires.

Il est proposé dans le cadre de la phase 2 de mise en réseau des antennes que l'enveloppe financière totale prévisionnelle que la CTM pourrait dédier aux écoles de danse soit estimée à **165 000 €** soit un montant versé aux écoles ou compagnies de danse en fonction de ses besoins véritables et qui répond à une ventilation en investissement et en fonctionnement.



CULTURE
ET SPORT

Aussi, la Direction des Affaires Culturelles (DAC) participe au financement des écoles pressenties dans le domaine de la danse.

Un premier COPIL a été mis en place le 22 juillet 2020 à la DAC avec les différents partenaires écoles et État. Il s'agissait de faire un point sur l'EMEA avec les écoles de musique et dans le cadre d'une poursuite dans le domaine de la danse de définir les pistes de d'éligibilité des écoles de danse. Par ailleurs, une détection des écoles sur tout le territoire a été faite mais seules celles qui sont structurées et observent les règles élémentaires et obligatoires de l'enseignement de la danse sont recevables et admissibles. Ces écoles ont été repérées selon les critères d'éligibilité en terme de respect des normes de sécurité et à leurs obligations (*les professeurs doivent être titulaire d'un diplôme d'état, l'école doit répondre à une bonne pédagogie, l'enseignement doit être de qualité*).

Afin d'assurer une montée en puissance de l'enseignement artistique, les écoles choisies s'inscriront dans une véritable dynamique et de labellisation, d'agrément et de reconnaissance de l'État via la DAC.

D'autres écoles de danse pourront intégrer le dispositif sous réserve qu'elles répondent à ces critères.

Les disciplines ou pratiques artistiques proposées par les écoles et compagnies de danse sont :

- La danse classique
- La danse contemporaine
- La danse traditionnelle de 4 à +50 ans

Les Forfaits d'adhésion varient entre 20 et 330 € et possibilité de ticket service CAF pour les familles en difficultés.

Les besoins des écoles et compagnies :

- **Rénovation vestiaires pour élèves**
- **Réhabilitation de salle de cours** (*travaux d'aménagement*)
- **Installation ou rénovation du parquet**
- **Achat miroir**
- **Renouvellement de la sonorisation**
- **Fonctionnement pour renforcement du suivi pédagogique**

Les élus ont approuvé le lancement du domaine de la danse de l'Ecole Martiniquaise d'Enseignement des Arts (EMEA).

La mise en réseau d'antennes se fait en partenariat avec la ville de Sainte-Marie, de Basse-Pointe, de Saint-Pierre, du Prêcheur, de Sainte-Luce et les écoles de danse.

165 000 € réparti comme suit :

Dans le NORD

- 25 000 € à la Ville de Saint-Pierre
- 25 000 € alloué à la Maison du Bèlè (KA YNOU Office de la Culture des Sciences et du Patrimoine de Sainte-Marie), Espace Zéphir - Reculée Sainte-Marie.
- 30 000 € à la Ville de Basse-Pointe
- 20 000 € alloué à la Ville du Prêcheur

Dans le SUD

- 20 000 € alloué à Contemp' Danse Bourg du Marin et au bourg de Sainte-Luce
- 10 000 € alloué à l'école KORZEMO à Champigny Ducos

Dans le CENTRE

- 10 000 € alloué à la Compagnie Art Monic - Californie Lamentin
- 25 000 € pour la Maison rouge - Centre ville Fort de France.



Rapport N 52

DEMANDE DE MISE EN ŒUVRE DE MESURES PROVISOIRES POUR L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DES USAGERS DEPENDANT DE LA CANALISATION DE SEGUINEAU

**Pour mémoire, de
décembre 2017
à juin 2019,
400 DOSSIERS
EN PROCÉDURE
D'URGENCE**

Le présent rapport, présenté par la Commission Développement Durable, Environnement, Energie, Risques naturels et technologiques a pour objet de proposer à l'Assemblée de Martinique, d'examiner une demande de mise en œuvre de mesures provisoires destinées à alimenter en eau potable les foyers dépendants de la canalisation de Séguineau.

De telles mesures s'avèrent d'autant plus indispensables que, comme chacun sait, la période est aussi marquée par la nécessité pour les usagers concernés de disposer de la meilleure alimentation possible en eau potable, pour pouvoir se conformer, comme tout un chacun, aux recommandations découlant de la crise sanitaire liée à la Covid-19.

A l'approche de la période du carême, la mise en œuvre de mesures provisoires est à prévoir de toute urgence.

Dans cette perspective, il est proposé à l'Assemblée de demander au Président du Conseil Exécutif:

- d'engager des négociations avec le propriétaire du terrain de Séguineau; cela, aux fins de permettre la mise en place de canalisations provisoires sur le terrain en question, en vue d'alimenter en eau les usagers concernés.
- de mobiliser les services de la collectivité pour assurer le démarrage rapide des travaux, cela afin de préserver les populations des nombreuses et insupportables coupures d'eau qu'elles pourraient subir, à l'instar du carême 2020.



Rapport N 53

RECONDUCTION DU REGIME D'OCTROI DE MER

Les services du Ministère des Outre-Mer ont sollicité la Collectivité Territoriale de Martinique pour recueillir ses propositions d'introduction et/ ou de reclassement de produits pouvant bénéficier de différentiels de taxation dans la future Décision du Conseil de l'Union relative au régime d'octroi de mer.

Des échanges techniques ont ainsi été organisés entre les services de la Collectivité Territoriale de Martinique et ceux du Ministère des Outre-mer qui eux-mêmes relayaient les demandes de la Commission Européenne. Ces échanges ont permis de répondre aux différents questionnements des instances européennes et, argumenter sur les propositions introduites par la Collectivité Territoriale de Martinique au terme de longues concertations organisées avec l'ensemble des acteurs économiques notamment dans le cadre de la Commission Ad'Hoc Octroi de mer et fiscalité.

Cette Commission Ad'Hoc est composée de représentants des services de l'Etat, des organisations professionnelles et de la Collectivité Territoriale de Martinique (délibération 11°16-66-1 du 9 mai 2016). Elle s'est prononcée sur plusieurs propositions d'introduction et de réajustement de la liste de produits bénéficiant de différentiel de taxation, lors de sa séance du 26 mai 2020. La liste des propositions concerne une vingtaine de produits référencés par leurs codes de la nomenclature douanière

La reconduction du dispositif était attendue pour le 1er janvier 2021. Cependant et compte tenu de la situation sanitaire mondiale, les autorités françaises ont demandé la prorogation du dispositif de 2014, obtenue par Décision 11°2020/1793 du 16 novembre 2020 jusqu'au 30 juin 2021. A cette même date était publiée la Décision portant sur la reconduction du régime d'impôt applicable aux Iles CANARIES, qui présente des analogies avec l'octroi de mer.

Dans cette dernière décision, il est intégré un critère nouveau qui conditionne l'application du différentiel pour les produits dont la part de marché est inférieure à 5% ou supérieure à 90%.

Cette disposition a entraîné une réaction vive des professionnels. Cette nouveauté, intégrée à un régime des Canaries présentant quelques caractéristiques similaires au dispositif d'octroi de mer, a fait craindre, en effet, qu'une évolution sur le texte octroi de mer pourrait être envisagée par les services de la Commission Européenne.

Les règles en matière d'exonération ne tiendraient alors plus compte spécifiquement des surcoûts dont le principe a été posé, confirmé et amélioré depuis 2010. On y ajouterait ainsi une très surprenante clause se rapportant à la part de marché détenue par la production.

Les autorités nationales ayant été sensibilisées par la forte mobilisation de tous les professionnels des



territoires concernés, un échange en visioconférence à l'initiative du Cabinet du ministre des Outre-mer, a réuni les Régions de Guadeloupe et de Réunion, la CTM, la CTG et Mayotte, et les représentants ministériels, le lundi 25 janvier 2021.

Les représentants des différents territoires présents se sont tour à tour exprimés. Ils ont adopté une position unanimement partagée rappelant leur détermination concernant

- la reconduction à l'identique du cadre juridique qui fonde l'application du différentiel d'octroi de mer.
- la dénonciation des démarches qui tendent, d'une part, à mettre à mal les nouvelles productions innovantes des territoires et, d'autre part, rompre la dynamique de développement des productions parvenu à se constituer un marché.
- l'impérieuse nécessité pour la France d'exprimer une position très claire réaffirmant son engagement à défendre les volontés exprimées par l'ensemble des Collectivités.
- la transparence attendue du gouvernement dans la négociation en demandant à être tenu informés régulièrement des avancées du dossier.

La situation actuelle du dossier de renouvellement des différentiels d'octroi de mer appelle une mobilisation des acteurs face aux incertitudes issues de cette nouvelle considération de la Commission.

Réunie en urgence le 29 janvier 2021, la Commission Ad'Hoc Octroi de mer et Fscalité a conclu unanimement à la nécessité d'engager les actions nécessaires pour le strict respect de l'article 349 du Traité de Fonctionnement de l'Union Européenne reconnaissant les spécificités des Régions Ultrapériphériques et fondant le dispositif d'octroi de mer.

Il est proposé à cet égard à l'Assemblée de se prononcer par une motion



SUBVENTIONS
ET INTERVENTIONS
FINANCIÈRES

Il est demandé aux élus de se prononcer sur les dossiers suivants :

- **LANCEMENT DU DOMAINE DE LA DANSE** DANS LE CADRE DE L'ÉCOLE MARTINICAISE D'ENSEIGNEMENT DES ARTS (EMEA) **165 000,00 €**
Rapport N3

SUBVENTIONS ET AIDES FINANCIÈRES

SocialSanté

- **85 000,00 € A L'ASSOCIATION INITIATIVE MARTINIQUE ACTIVE (IMA)** POUR UN RE-ABONDEMENT DE SA LIGNE DE GARANTIE AU TITRE DE L'ANNÉE 2020 - *Rapport N12*
- **70 000,00 € A L'ASSOCIATION ALEFPA MARTINIQUE** POUR UN CENTRE D'ACCUEIL ET D'HEBERGEMENT D'URGENCE POUR FEMMES VICTIMES DE VIOLENCES CONJUGALES - *Rapport N13*
- **57 000,00 € A L'ASSOCIATION ALEFPA MARTINIQUE** POUR UN CENTRE DE SUIVI ET DE PRISE EN CHARGE DES AUTEURS DE VIOLENCES CONJUGALES - *Rapport N14*
- **DISPOSITIF EXPÉRIMENTAL D'ACCOMPAGNEMENT DE JEUNES MÈRES** SORTANT DE L'AIDE SOCIALE À L'ENFANCE - SIGNATURE D'UNE CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS CTM/ASSOCIATION O.A.S.I.S - *Rapport N15*
- **ATTRIBUTION D'UNE ALLOCATION EN FAVEUR DES JEUNES CONFIÉS PAR L'AUTORITÉ JUDICIAIRE** AUX PERSONNES PHYSIQUES AU TITRE DE L'ARTICLE L-228-3, ALINÉAS 1 ET 3 DU CODE DE L'ACTION SOCIALE ET DES FAMILLES (CASF) - *Rapport N16*
- **14 920,00 € ATTRIBUTION DE PRIX AUX JEUNES DE L'AIDE SOCIALE À L'ENFANCE** LAURÉATS DES EXAMENS DE L'ANNÉE SCOLAIRE 2019-2020
Rapport N17
- **30 000,00 € A L'ASSOCIATION CLOWNS DOKTÈ** POUR SON PROGRAMME D'ACTIONS, AU TITRE DE L'EXERCICE 2020 - *Rapport N18*
- **69 000,00 € A L'ASSOCIATION FIRST CARAÏBES** POUR SON PROJET INTITULÉ « MARTINIQUE : 36 HEURES POUR DEMAIN, DEMAIN C'EST NOUS, ANNOUFE'Y », LES 25 ET 26 SEPTEMBRE 2021 - *Rapport N 19*
- **10 000,00 € A L'ASSOCIATION D'AIDES AUX VICTIMES ET DE MÉDIATION PÉNALE (ADAVIM FRANCE VICTIMES 972 MARTINIQUE)** POUR SON PROGRAMME D'ACTIONS, AU TITRE DE L'EXERCICE 2020 - *Rapport N 20*
- **70 000,00 € À L'ASSOCIATION POUR L'ACCOMPAGNEMENT ET LE DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES PROFESSIONNELLES (A.A.D.C.P.)** POUR LA MISE EN ŒUVRE D'UN PROGRAMME D'ACTIVITÉS DANS LE CADRE DU DISPOSITIF LOCAL D'ACCOMPAGNEMENT, AU TITRE DE L'ANNÉE 2020 - *Rapport N 21*



- 4 500,00 € A L'ASSOCIATION DES HABITANTS DU LITTORAL DE LA POINTE DES NÈGRES (HLPN) POUR

SON PROGRAMME D' ACTIONS, AU TITRE DES EXERCICES 2020-2021 - *Rapport N 22*

Aide au Logement

- 90 000,00 € DE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT DE L'ASSOCIATION POUR LE LOGEMENT SOCIAL (ALS) AU TITRE DE L'EXERCICE 2021- *Rapport N 23*
- DEMANDE DE PROROGATION DE DELAI DE LA SIMAR POUR BÉNÉFICIER DU SOLDE DES SUBVENTIONS ACCORDÉES POUR LA RÉALISATION DE L'OPÉRATION DE 54 LOGEMENTS
- « N 731 GODISSARD » À FORT-DE-FRANCE- *Rapport N 26*
- DEMANDE DE LEVEE DE DECHEANCE QUADRIENNALE POUR LES DELIBERATIONS ET ARRETES DELIBERES RELATIFS À L'AIDE À L'AMELIORATION DE L'HABITAT (AAH), COMPLEMENTAIRE A LA LBU, EN FAVEUR DE 09 PROPRIETAIRES - *Rapport N 27*

Octroi de Mer / Exonérations fiscales

- MISE À JOUR DES TARIFS D'OCTROI DE MER DE LA MARTINIQUE - *Rapport N 29*
- EXTENSION LISTES BIENS EXONÉRÉS POUR LES OPÉRATEURS DE LA SECTION A DE LA NAF (AGRICULTURE, SYLVICULTURE ET PÊCHE) - *Rapport N 30*
- EXTENSION DES EXONÉRATIONS DE DROITS D'OCTROI DE MER POUR LES OPÉRATEURS DE LA SECTION B DE LA NAF (INDUSTRIES EXTRACTIVES) *Rapport N 31*
- EXTENSION DES EXONÉRATIONS D'OCTROI DE MER POUR LES OPÉRATEURS DE LA SECTION C DE LA NAF (INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES) - *Rapport N 32*
- EXTENSION DE LA LISTE DES BIENS EXONÉRÉS DES DROITS D'OCTROI DE MER DESTINÉS AUX OPÉRATEURS DE LA SECTION D DE LA NAF (PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ, DE GAZ, DE VAPEUR ET D'AIR CONDITIONNÉ) **Dépense fiscale - 52 000€ - *Rapport N 33***
- EXONÉRATION DES DROITS D'OCTROI DE MER POUR L'IMPORTATION D'ÉQUIPEMENTS POUR LES OPÉRATEURS RELEVANT DES ACTIVITÉS DE TRANSPORT MARITIME ET CÔTIER DE PASSAGERS - 5010Z DE LA NAF - Recette attendue - **44 983,26€ - *Rapport N 34***
- EXONÉRATION DES DROITS D'OCTROI DE MER POUR L'IMPORTATION D'ÉQUIPEMENT POUR LES OPÉRATEURS RELEVANT DES ACTIVITÉS DE TRANSPORTS MARITIMES ET CÔTIERS DE FRET - 5020Z DE LA NAF - **Effort fiscal 100 803,74€ - *Rapport N 35***



ATTRIBUTION DES FONDS EUROPÉENS

- **EXONÉRATION DES DROITS D'OCTROI DE MER POUR L'IMPORTATION D'ÉQUIPEMENTS POUR LES OPÉRATEURS RELEVANT DE L'ACTIVITÉ MANUTENTION PORTUAIRE** - 5224A DE LA NAF - Effort fiscal - **175 506€** - *Rapport N 36*

- **GRAND PORT MARITIME DE LA MARTINIQUE** - DEMANDE D'ATTRIBUTION D'AIDE EUROPÉENNE DANS LE CADRE DU PROGRAMME OPÉRATIONNEL FEDER-FSE 2014-2020 - «MODERNISATION DE L'OUTILLAGE - ETAPE 2 - MQ0026850»

Coût du projet : 3 258 502€

Coût éligible : 990 000€

FEDER : 445 500€

Bénéficiaire : 544 500€

Rapport N 37

- **PROGRAMMATION DE 2 DOSSIERS ODYSSEI** - DEMANDES D'ATTRIBUTION D'AIDE EUROPÉENNE DANS LE CADRE DU PROGRAMME OPÉRATIONNEL FEDER-FSE 2014-2020 - «PRÉSERVATION ET VALORISATION DE L'ENVIRONNEMENT

2 dossiers 1 concernant la

sécurisation de l'alimentation en eau potable St-Joseph/Lamentin et l'automatisation du réseau sous vide de la ville de Fort de France / tranche 3

Coût total : 5 619 567€

Coût éligible : 5 619 567€

FEDER : 1 610 000€

Etat : 800 000€

Autres Publics : 2 928 588,65€

Rapport N 38

- **AMABLE CHRISTOPHE CLÉMENT** - DEMANDE D'ATTRIBUTION D'AIDE EUROPÉENNE DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RURAL DE LA MARTINIQUE 2014-2020 - DÉVELOPPEMENT D'UNE EXPLOITATION AGRICOLE CARACTÉRISÉE PAR LES CULTURES MARAÎCHÈRES VIVRIÈRES ET L'ARBORICULTURE FRUITIÈRE (JA)

CTM : 25 252,68 €

Coût total : 200 918,27€

Coût éligible : 199 471,66€

CTM : 25 252,68€

FEADER - 143 098,50€

Bénéficiaire 31 120,48€

Rapport N 39

Transport Aérien

- **DEMANDE DE PARTICIPATION AU CAPITAL DU CONSORTIUM OUTRE-MER R-PLANE (REPRISE COMPAGNIE**

AERIENNE CORSAIR) 3 000 000,00 €

Rapport N 42

Subventions Agriculture

- **525 030,00 € DE SUBVENTION FORMULÉE PAR LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DE MARTINIQUE POUR LA RÉALISATION DE SES ACTIONS D'ACCOMPAGNEMENT AUPRÈS DES AGRICULTEURS AU TITRE DE L'ANNÉE 2020**

CTM : 525 030,00 €

Coût total : 1 172 095€

Financement :

Ministère de l'Agriculture : 487 098€

CTM : 525 030€ (45%)

Chambre d'agriculture : 159 968€ (14%) *Rapport N 45*

- **200 000,00 € D'AIDE FORMULÉE PAR CARAÏBES MELONNIERS**



POUR LA PRISE EN CHARGE DES
PERTES LIÉES À LA CRISE SANITAIRE
DU COVID 19, DANS LE CADRE DU
RÉGIME DES AIDES DE MINIMIS
Convention Rapport N 46

- **PASSATION D'UNE CONVENTION
ENTRE LA COLLECTIVITÉ
TERRITORIALE DE MARTINIQUE, LA
VILLE DU DIAMANT ET L'ENTREPRISE
LOTAME EN VUE DE LA CRÉATION
D'UN TOURNE À GAUCHE SUR
LA RD7 AFIN DE PERMETTRE UN
ACCES SÉCURISÉ AUX RIVERAINS DU
LOTISSEMENT FOND MANOEL AU
DIAMANT**

CTM : 679 000,00 €

Coût Projet : 907 000 €

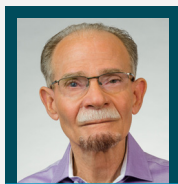
CTM 679 000,00€ (74,86%)

**Ville du Diamant : 183 000€
(20,18%)**

Promoteur : 45 000€ (4,96%)

Rapport N 50

Conseil exécutif de Martinique



Alfred
MARIE-JEANNE
Président



Daniel
MARIE-SAINTÉ



Marie-Hélène
LÉOTIN



Louis
BOUTRIN



Aurélie
NELLA



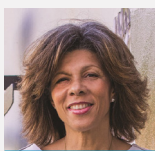
Francis
CAROLE



Sylvia
SAITHSOOTHANE



Miguel
LAVENTURE



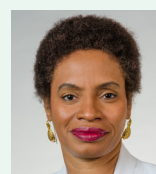
Marinette
TORPILLE



Claude
LISE
Président



Yan
MONPLAISIR



Marie-France
TOUL



Denis
LOUIS-REGIS



Fred
LORDINOT

Assemblée de Martinique



Lucien
ADENET



Richard
BARTHELERY



Christiane
BAURAS



Belfort
BIROTA



Michelle
BONNAIRE



Joachim
BOUQUET



Michel
BRANCHI



Francine
CARIUS



Clément
CHARPENTIER
TITY



Manuella
CLEM
BERTHOLO



Georges
CLEON



Gilbert
COUTURIER



Christiane
EMMANUEL



Charles
JOSEPH
ANGELIQUE



Eugène
LARCHER



Marie-Line
LESDEMA



Nadia
LIMIER



Jean-Philippe
NILOR



Raphaël
MARTINE



Diane
MONTROSE



Karine
MOUSSEAU



Marius
NARCISSOT



Stéphanie
NORCA



Josiane
PINVILLE



Maryse
PLANTIN



Lucien
RANGON



Nadine
RENARD



Sandrine
SAINT-AIME



Louise
TELLE



Claude
BELLUNE



Kora
BERNABE



Marie-Thérèse
CASIMIRIUS



Félix
CATHERINE



Catherine
CONCONNE



Jenny
DULYS-PETIT



Jean-Claude
DUVERGER



Johnny
HAJJAR



Lucie
LEBRAVE



Charles-André
MENCE



Michelle
MONROSE



Justin
PAMPHILE



Daniel
ROBIN



Patricia
TELLE



Marie-Frantz
TINOT



Sandra
VALENTIN



David
ZOBDA

Groupe
GRAN SANBLE POU BA PEYI-A
AN CHANS

Groupe
ENSEMBLE POUR UNE
Martinique NOUVELLE

DOMAINES DE COMPÉTENCES DES CONSEILLERS EXÉCUTIFS



Alfred MARIE-JEANNE — Président

- Relations internationales
- Coopération
- Affaires Européennes
- En charge du personnel de la collectivité



Daniel MARIE-SAINTÉ

- Infrastructures et réseaux numériques
- Formation professionnelle
- Porte-parole du Conseil Exécutif



Marie-Hélène LÉOTIN

- Patrimoine
- Culture



Louis BOUTRIN

- Développement durable et énergie
- Économie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et Croissance verte (agriculture...)
- Transports
- Sports



Aurélie NELLA

- Enseignement supérieur et Recherche
- Affaires juridiques



Francis CAROLE

- Affaires sociales
- Santé
- Solidarité



Sylvia SAITHSOOTHANE

- Éducation
- Collèges et Lycées



Miguel LAVENTURE

- Affaires financières et budgétaires
- Octroi de mer / Fiscalité
- Fonds européens et Questions européennes
- Tourisme



Marinette TORPILLE

- Développement économique
- Emploi
- Aides aux entreprises



TRANSPORTS



Président

Lucien ADENET

Vice président

Belfort BIROTA

Secrétaire

Sandrine SAINT- AIME

Membres

Eugene LARCHER

Lucien RANGON

Johnny HAJJAR

Lucie LEBRAVE



BTP ÉQUIPEMENT RÉSEAUX NUMÉRIQUE



Président

Georges CLEON

Lucien RANGON

Manuella CLEM BERTHOLO

Joachim BOUQUETY

Denis LOUIS REGIS

Felix CATHERINE

David ZOBDA



POLITIQUE DES SPORTS



Président

Marius NARCISSOT

Vice président

Diane MONTROSE

Secrétaire

Marie-Line LESDEMA

Membres

Richard BARTHELERY

Lucien RANGON

Marie Frantz TINOT

Lucie LEBRAVE



CULTURE IDENTITÉ PATRIMOINE



Présidente

Christiane EMMANUEL

Vice président

Denis LOUIS REGIS

Secrétaire

Manuella CLEM BERTHOLO

Membres

Karine MOUSSEAU

Clément CHARPENTIER-TITY

Michelle MONROSE

Marie Thérèse CASIMIRIUS



AFFAIRES EUROPÉENNES ET COOPÉRATION



Présidente

Marie-Line LESDEMA

Vice président

Richard BARTHELERY

Secrétaire

Louise TELLE

Membres

Charles JOSEPH-ANGELIQUE

Belfort BIROTA

Marie-Thérèse CASIMIRIUS

Sandra VALENTIN



AFFAIRES JURIDIQUES ET TEXTES



Présidente

Marie France TOUL

Vice président

Diane MONTROSE

Secrétaire

Sandrine SAINT AIME

Membres

Jean-Philippe NILOR

Joachim BOUQUETY

Claude BELLUNE

David ZOBDA

COMMISSIONS SECTORIELLES



DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET TOURISME

Président
Yan MONPLAISIR
Vice président
Michel BRANCHI
Secrétaire
Diane MONTROSE
Membres
Francine CARIUS
Karine MOUSSEAU
Catherine CONCONNE
Johnny HAJJAR



DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ENERGIE RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES

Président
Charles JOSEPH-ANGELIQUE
Marie-Line LESDEMA
Nadine RENARD
Nadia LIMIER
Lucien ADENET
Kora BERNABE
Charles André MENCE



POLITIQUE DE LA MER MÉTIERS DE LA MER

(Pêche, aquaculture, nautisme et ressources marines dans la ZEE)

Président
Joachim BOUQUETY
Vice président
Eugène LARCHER
Secrétaire
Nadia LIMIER
Membres
Raphaël MARTINE
Georges CLEON
Patricia TELLE
Jean Claude DUVERGER



DÉVELOPPEMENT AGRICOLE, AGRO TRANSFORMATION ET ÉLEVAGE

Présidente
Nadine RENARD
Vice président
Lucien ADENET
Secrétaire
Gilbert COUTURIER
Membres
Nadia LIMIER
Denis LOUIS REGIS
Kora BERNABE
Catherine CONCONNE



INSERTION, ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Présidente
Josiane PINVILLE
Vice président
Jean Philippe NILOR
Secrétaire
Francine CARIUS
Membres
Christiane BAURAS
Georges CLEON
Charles André MENCE
Justin PAMPHILE



ACTION SOCIALE GÉRONTOLOGIE, PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

Présidente
Stéphanie NORCA
Vice président
Raphaël MARTINE
Secrétaire
Louise TELLE
Membres
Maryse PLANTIN
Christiane BAURAS
Marie Frantz TINOT
Jenny DULYS-PETIT



LOGEMENT ET HABITAT

Présidente
Christiane BAURAS
Michelle BONNAIRE
Raphaël MARTINE
Stéphanie NORCA
Maryse PLANTIN
Jenny DULYS-PETIT
Justin PAMPHILE



SANTÉ ET ACTION DE PRÉVENTION, PMI, ASE

Présidente
Louise TELLE
Sandrine SAINT AIME
Maryse PLANTIN
Christiane BAURAS
Josiane PINVILLE
Felix CATHERINE
Sandra VALENTIN



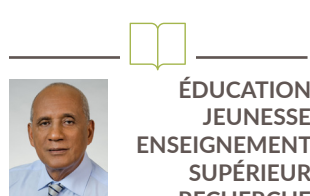
FINANCES, PROGRAMMATION BUDGÉTAIRE ET FISCALITÉ

Président
Michel BRANCHI
Vice président
Yan MONPLAISIR
Secrétaire
Richard BARTHELERY
Membres
Manuella CLEM BERTHOLO
Karine MOUSSEAU
Fred LORDINOT
David ZOBDA



FORMATION PROFESSIONNELLE APPRENTISSAGE

Présidente
Francine CARIUS
Vice président
Gilbert COUTURIER
Secrétaire
Marie France TOUL
Membres
Marius NARCISSOT
Josiane PINVILLE
Daniel ROBIN
Catherine CONCONNE



ÉDUCATION JEUNESSE ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR RECHERCHE INNOVATION

Président
Eugène LARCHER
Vice président
Clément CHARPENTIER-TITY
Secrétaire
Jean-Philippe NILOR
Membres
Christiane EMMANUEL
Michelle BONNAIRE
Michelle MONROSE
Claude BELLUNE





RESTONS PRUDENTS
poursuivons nos effort

#Toussolidaires #Tousresponsables



Rue Gaston Defferre - Cluny - CS30137 - 97201 Fort-de-France Cedex

Tél. : 05 96 59 63 00

Fax : 05 96 72 68 10

Internet : www.collectivitedemartinique.mq

e-mail : courrier@collectivitedemartinique.mq

SUIVEZ-NOUS

